

Comment nos élus complaisants ont favorisé le djihad dans le Nord-Est de Paris

écrit par Hector Poupon | 14 octobre 2024





D'aucuns s'étonnent à juste titre du délabrement physique et moral du Nord-Est de la capitale. La presse locale (le Parisien, 20 Minutes), se contente d'états des lieux alarmistes : disparition des commerces traditionnels, errance, trafics en tous genres dont le plus visible est celui des cigarettes et des téléphones volés, agressions, trafics de drogue, salles de shoot à proximité des écoles, commerces de gros, déclassement de pratiquement tous les établissements scolaires, confiscation de l'espace public...

La zone la plus critique va, du Nord au Sud, de la Porte de la Chapelle à l'hôpital de Lariboisière (en passant par Château Rouge, Barbès et la Goutte-d'or) et d'Est en Ouest de la rue de Flandre à la rue de Clignancourt (en passant par Stalingrad et La Chapelle). Trente années de luttes menées par des associations de riverains n'ont pu venir à bout de cette déglingue. Pas étonnant que de plus en plus, les résidents du quartier désertent les urnes.



Mais l'on s'interroge rarement sur la genèse de cette déroute. Les premiers signes remontent à 1992. Après le bref passage d'Édith Cresson à Matignon, Pierre Bérégovoy lui succède le 2 avril. Roland Dumas est alors ministre des Affaires Étrangères. Le parti socialiste règne en maître.

En Algérie, le Front Islamique du Salut remporte le premier tour des élections le 26 décembre 1991. Le 11 janvier 92, les généraux au pouvoir annulent le second tour des élections et Chadli Benjedid démissionne. Le FIS est dissous le 4 mars. C'est le point de départ d'une guerre civile qui durera dix ans et qui fera, selon les estimations, entre 60 et 150 000 morts. Des villages entiers sont massacrés.

En France, les autorités politiques n'ont rien trouvé de mieux que d'accueillir, dès 1992, des militants algéro-afghans du FIS-GIA (Groupe islamique Armé). Au nombre de 5000, selon les estimations de la police, ils investissent les quartiers de de Barbès- Goutte d'or mais aussi le quartier de la rue Jean-Pierre Timbaud. **C'est le point de départ d'insolubles problèmes de délinquance** qui ne feront que s'aggraver au fil des années. A ces idéologues du wahhabisme se mêlent les petites mains, les « trabendos » du marché aux voleurs. Ce terme qui veut dire « contrebandier » nous vient de l'ouest de l'Algérie. Ce pacte de la déglingue ne devait pas tarder à porter ses fruits. Dans les années 90, Paris est encore une ville festive et le marché des drogues explose. Une manne qui rapportera beaucoup plus que le commerce des faux vêtements de marque (les fameux Lacoste). Les communautés musulmanes de ces quartiers qui vivaient plus ou moins paisiblement sont peu à peu infiltrées par les islamistes qui ne tardent pas à ouvrir des mosquées et des librairies musulmanes.

C'est dans ce contexte que se développe « **l'émirat de la rue Myrha** ».

Un article de **Libération** daté du 12 novembre 1992 intitulé : « **Aziz, islamiste algérien, contrebandier à Barbès** », relate le vécu édifiant d'un trabendendiste, sympathisant du F.I.S. , qui a débarqué d'Algérie avec un faux visa...

Le 13 juillet 1995, l'imam Abd-El-Kader Sahraoui est assassiné à bout portant dans sa mosquée, 28 rue Myrha par des éléments islamistes plus radicaux. Deux semaines plus tard, le GIA revendique l'attentat de la station Saint Michel qui fit 8 morts et 200 blessés.

https://www.lemonde.fr/archives/article/1995/07/13/les-assassins-de-l-imam-sahraoui-visaient-un-partisan-du-dialogue_3858444_1819218.html

Les complices du GIA ouvrent un nombre considérable de commerces : bazars, restaurants, boucheries Halal, sandwicheries et surtout des librairies aux noms évocateurs : librairie « *du bien guidé* », « *de la Connaissance* », « *du marché de la Mecque* », « *des Continents islamiques* » etc ...

Tous ces relais de propagande ont permis de diffuser les théories les plus extrémistes du salafo-wahhabisme. Cette offensive est facilitée par le laxisme de la gestion municipale en mal d'exotisme et de « vivre-ensemble » et qui ferme les yeux sur les commerces de gros qui remplacent peu à peu les activités commerciales traditionnelles. Un ouvrage fait sensation : « **La voie du musulman** », Editions 86 d'Abou Baker El Djezaïri. Ce manuel qui prône le Djihad et la charia islamique a pour but la ré-islamisation des jeunes Français d'origine musulmane.



Quelques années plus tard, on assiste à **l'affaire des prières de rue**, tolérées de 2000 à 2012 aussi bien par la Mairie du XVIII ème que par le Ministère de l'Intérieur et les autorités musulmanes, comme si l'attribution de mosquées

par les autorités françaises étaient un dû !



Et ce harcèlement finit par payer. L'équipe de Bertrand Delanoë accorde un bail emphytéotique de 99 ans à la « *Société des Habous et des Lieux Saints de l'Islam* » pour l'édification de **l'Institut des Cultures d'Islam (I.C.I)** au 56 rue Stephenson. Celui-ci abrite une salle de prière de prière 320 m2.

Un contribuable courageux, Guy Hanon, dénonce en justice « un système de subvention déguisé à un culte » et obtient gain de cause. Mais rien de change en pratique.

<https://www.leparisien.fr/paris-75/paris-75018/l-institut-de-s-cultures-d-islam-pointe-en-justice-par-un-contribuable-04-11-2015-5247827.php>

Dans les années 2010, les choses ne s'arrangent pas, loin de là. Les trafics en tous genres s'étendent, notamment celui des médicaments, des cigarettes associé au nom d'une figure tristement célèbre, celle de Mokhtar Bel Mokhtar, djihadiste algérien passé par l'Afghanistan et surnommé « Mister Malboro »

<https://www.lefigaro.fr/international/2013/05/24/01003-20130524ARTFIG00332-mokhtar-belmokhtar-mister-marlboro.php>

La toxicomanie déploie son spectacle au grand jour. La colline du crack, Porte de la Chapelle, focalise davantage l'attention des médias que les réponses des politiques. En bons fonctionnaires spécialistes des usines à gaz, ils nous imposent une nouvelle géographie : les **ZUS** (« zones urbaines sensibles », puis les **ZSP** « zones de sécurité prioritaires » et la dernière en date les **QRR** (« quartiers de reconquête républicaine »). Au nom du multiculturalisme érigé en dogme officiel, les riverains sont contraints d'accepter des situations choquantes : l'appropriation de l'espace public

par les dealers et notamment les squares publics, réhabilités à grands frais par la municipalité (square Léon, square Alain-Bashung, square Louise de Marillac, square Saint-Bernard, puis les Jardins d'Eole envahis par les polytoxicomanes). Il n'est plus question d'y promener ses enfants.



Les politiques de réduction des risques, conduisent à l'aménagement de locaux pour sans-abris, comme le Sleep-in de la rue Pajol, mais on y échange aussi des seringues. Puis viennent les « salles de shoot » qui sont des dispositifs de ravitaillement en matériel d'addiction et en produits de substitution et non des structures de soins. Les succès sont plus que mitigés et contribuent à fixer des populations de toxicomanes dans certains quartiers où les dealers se voient ipso facto protégés.

Ainsi, certaines rues deviennent des hôpitaux psychiatriques à ciel ouvert !

Les intrusions dans les halls d'entrée d'immeuble se multiplient, sans parler des vols à la tire. La réponse de certains agents publics apostrophés par les riverains est édifiante : « *comment faites-vous pour habiter ce quartier ?* » ou encore « *si vous n'êtes pas contents, vous n'avez qu'à déménager* ».

Les pouvoirs publics se veulent rassurants, mais le dialogue avec les associations de riverains mécontents est un dialogue de sourds. Toutes finissent par comprendre que rien ne changera et que les trafiquants continueront leur business à la barbe des policiers, pourtant présents en grand nombre, surtout pour « rassurer » les habitants. Beaucoup de ces associations finissent par mettre la clé sous la porte, de guerre lasse. D'ailleurs, même aux temps les plus forts des Jeux Olympiques, les trafics n'ont pas

cessé à l'intérieur et à l'extérieur de la station La Chapelle, qui est aussi un accès à la Gare du Nord, très fréquenté. Et tout le monde le voit !

La hantise des pouvoirs publics est que cette déglingue s'étende à d'autres quartiers. Ce périmètre qui s'agrandit toujours plus, est devenu une zone de non-droit. Pas étonnant que les « mineurs non accompagnés » y sont comme des poissons dans l'eau et que les migrants y installent leurs campements avec une redoutable facilité, souvent avec la complicité d'associations pro-migrants subventionnées.



Mineurs isolés en grandes vacances à la Goutte d'Or...

L'immobilier s'effondre, des gangs rivaux se font la guerre parfois violemment, comme en témoigne la rixe de la rue Marx Dormoy du 31 août 2024, où deux bandes d'afghans se sont affrontées dans la rue devenue leur territoire et leur lieu de vie.



Certains élus réclament une plus grande surveillance des baux commerciaux : en effet, kebabs, crousti-chickens, boutiques de téléphone, barbiers ... sont suspectés de **blanchiment d'argent** à grande échelle. Ils proposent de préempter les locaux commerciaux qui sont mis en vente, mais sans toutefois enfreindre la liberté du commerce. Mais avec quel argent et pourquoi faire ? Notons que dans la foulée des Accords d'Evian, les Algériens bénéficient d'un privilège leur permettant d'ouvrir un commerce avec de grandes facilités administratives.

<https://www.lagazettedescommunes.com/878608/blanchiment-dargent%E2%80%89-ces-commerces-qui-inquietent-les-maires/>





Le Nord-Est de Paris est devenu un Dar Al-Islam et les pouvoirs publics se sentent dépassés par une situation qu'ils ne maîtrisent plus. Mais à qui la faute ?

Hector Poupon

<https://ripostelaique.com/>